Séance publique du 14 juin 2004

Délibération n° 2004-1946

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Convention de coopération décentralisée avec la ville de Ouagadougou relative à l'exécution de quatre forages**

service : Direction générale - Direction prospective et stratégie d'agglomération - Coopération décentralisée

Le Conseil,

Vu le rapport du 26 mai 2004, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Par délibération en date du 19 mai 2003, le conseil de Communauté a approuvé la modification de l'article 26-2 de l'avenant n° 14 au traité d'affermage CGE - communauté urbaine de Lyon, signé le 23 décembre 2002.

L'article 26-2 est donc, aujourd'hui, libellé comme suit :

"Action de solidarité internationale :

La Communauté a décidé, dans le cadre de sa politique de coopération décentralisée, d'apporter aux pays du sud une aide régulière au développement durable dans le domaine de l'eau potable. Les parties sont convenues qu'elles mèneront une action conjointe dans le cadre d'un comité de pilotage paritaire présidé par la Communauté.

Pour la Compagnie générale des eaux, ces actions seront menées chaque année dans le cadre de sa politique de mécénat ou de celle du groupe auquel elle appartient".

Par lettre en date du 8 janvier 2004, monsieur Simon Compaore, maire de Ouagadougou (Burkina Faso) a transmis à ce comité de pilotage paritaire un dossier technique complet relatif à l'exécution et au financement de huit forages positifs pour l'alimentation en eau potable des populations les plus démunies en périphérie de Ouagadougou. Le financement demandé pour ce projet s'élève à 60 000 €.

Le comité de pilotage paritaire présidé par madame Mireille Elmalan, vice-présidente déléguée à l'eau, propose aujourd'hui le financement de ce projet à parité entre les deux partenaires, à savoir 30 000 € pour la Communauté urbaine (quatre forages positifs) et 30 000 € pour la Compagnie générale des eaux (quatre forages positifs également).

Cette dernière utiliserait un opérateur local pour la réalisation des quatre ouvrages et apporterait son financement selon ses règles et modalités propres.

Pour la communauté urbaine de Lyon, le versement d'une subvention d'équipement à la ville de Ouagadougou d'un montant plafonné à 30 000 €, finançant la réalisation de quatre forages positifs, doit faire l'objet d'une convention de coopération décentralisée entrant dans le cadre politique et juridique de la loi du 6 février 1992 (article 1112-1 du code général des collectivités territoriales).

Cette convention est totalement indépendante de la convention triennale actuellement en vigueur dans les domaines de la propreté, de la voirie et de l'informatique, qui a été signée le 30 octobre 2002 ;

Vu ladite convention ;

Vu l'article 1112-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu sa délibération en date du 19 mai 2003 ;

Où l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

1° - Approuve la convention de coopération décentralisée avec la ville de Ouagadougou, relative à la réalisation de quatre forages positifs dans les quartiers périphériques.

2° - Autorise monsieur le président à signer cette convention.

3° - La dépense qui en résultera, à savoir une subvention d'équipement plafonnée à 30 000 €, sera imputée au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 2004 et suivants - compte 657 140 - fonction 04.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,